

## ON DEMANDE LE DÉPÔT DES ATTESTATIONS

**Mlle Aileen Nicholson (Trinity):** Monsieur le Président, simplement pour tirer la situation au clair, la ministre voudrait-elle déposer à la Chambre toutes les attestations et tous les documents déposés auprès du tribunal albertain quand le liquidateur a été désigné?

Étant donné que la ministre a dit qu'elle suivait l'activité de la banque pendant l'été pour protéger le contribuable canadien, veut-elle nous dire pour quelle raison le 29 août, alors même qu'on était en train de mettre la banque en liquidation, de grandes annonces ont paru dans les journaux canadiens pour offrir un boni de \$50 aux nouveaux clients qui effectueraient des dépôts à terme d'un montant minimum à cette banque?

**L'hon. Barbara McDougall (ministre d'État (Finances)):** Monsieur le Président, je pense que la députée a posé deux questions. Pour ce qui concerne les attestations et documents, je crois savoir qu'ils sont du domaine public et qu'ils ont dû être déposés au tribunal.

Quant à la seconde partie de la question de la députée, la banque a été en activité jusqu'au 1<sup>er</sup> septembre. Notre rôle consistait à la surveiller pour faire en sorte qu'elle fonctionne aussi longtemps qu'elle serait viable, et lorsqu'elle a cessé de l'être nous avons désigné un curateur.

\* \* \*

## LES PÊCHES

## LA VENTE DU THON EN CONSERVE—ON DEMANDE LA DÉMISSION DU MINISTRE

**M. Ray Skelly (Comox-Powell River):** Monsieur le Président, ma question s'adresse au ministre des Pêches et des Océans. Comme il le sait, au cours d'une interview aujourd'hui, on a demandé au premier ministre si on avait eu raison de mettre en vente dans les magasins du thon décomposé, impropre à la consommation humaine. Le ministre sait aussi que le premier ministre a répondu: «Jamais de la vie. Ça n'aurait jamais dû être mis sur les tablettes». Maintenant que le ministre a perdu la confiance du premier ministre, ne devrait-il pas faire ce qui s'impose et démissionner immédiatement?

**Le très hon. Brian Mulroney (premier ministre):** Monsieur le Président, j'ai déjà expliqué dans quel contexte cette observation...

**Des voix:** Oh, oh!

**M. Mulroney:** Y a-t-il quelque chose qui ne va pas chez les libéraux aujourd'hui? Ils sont sans doute déprimés et je comprends pourquoi. Les sondages d'hier ne sont pas trop reluisants.

**Des voix:** Bravo!

## Questions orales

**M. Mulroney:** J'ai expliqué dans quel contexte cette déclaration a été faite. J'ai aussi expliqué à quel point je respecte et j'appuie le ministre des Pêches.

## ON DEMANDE SUR QUOI LE MINISTRE A FONDÉ SA DÉCISION

**M. Ray Skelly (Comox-Powell River):** Monsieur le Président, ma question supplémentaire s'adresse au premier ministre. Il sait sans doute aussi que le Conseil de recherches et de productivité du Nouveau-Brunswick, sur le rapport duquel le ministre dit avoir fondé sa décision, a nié aujourd'hui cette affirmation et déclare que le ministre a permis la vente de ce produit sans avoir obtenu un rapport final. J'ai ici le rapport que le Conseil a établi le 3 mai.

**M. le Président:** A l'ordre. Y a-t-il une question?

**M. Skelly:** Sur quoi le ministre des Pêches s'est-il fondé pour autoriser la mise en vente de ce produit? Comment le premier ministre peut-il faire confiance à un ministre que a mis en vente du thon pourri dans les supermarchés du Canada sans avoir reçu une recommandation finale?

**L'hon. John A. Fraser (ministre des Pêches et des Océans):** Monsieur le Président, ce n'est pas la première fois que le député fait cette allégation et je l'ai déjà invité...

**M. Skelly:** Voici le rapport du 3 mai.

**M. Fraser:** ... à m'apporter les documents sur lesquels il s'appuie. Je dois dire que j'ai reçu un rapport confidentiel du Conseil le 11 février. J'ai ensuite reçu un autre rapport du comité indépendant que j'avais établi en ma qualité de ministre le 24 avril. C'est seulement après que j'ai eu reçu et examiné attentivement les deux rapports que le produit en question a été mis en vente. Si le député possède des renseignements que je n'ai pas moi-même, je serais d'accord pour en discuter avec lui après la période des questions.

\* \* \*

[Français]

## LES BANQUES

## LA POSITION DU GOUVERNEMENT ET DE LA MINISTRE AU SUJET DE LA VIABILITÉ DE LA NORBANQUE

**M. Raymond Garneau (Laval-des-Rapides):** Monsieur le Président, ma question s'adresse à la ministre d'État (Finances). Je voudrais revenir sur le problème soulevé tout à l'heure par le chef du Nouveau parti démocratique et qui concerne la Norbanque.

Hier, dans sa conférence de presse, le président, M. Neapole, a déclaré, entre autres choses, en parlant de sa banque et de l'attitude du gouvernement... Il a accusé le gouvernement, et je cite ses propos:

[Traduction]

«il sabote les efforts que fait la Northland pour survivre.» Il a ajouté: «La volonté de restructurer ou de fusionner semble manquer».